



**RÉUNION DU CONSEIL SYNDICAL**

LE 6 MARS 2008

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

**RAPPORT DÉFINITIF DE PRICEWATERHOUSECOOPERS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'UQAM ET LE PLAN DE REDRESSEMENT : POSITION DU SPUQ**

Proposition du Conseil exécutif

- ATTENDU l'importance de la mission de l'UQAM dans le développement intellectuel, économique et culturel du Québec;
- ATTENDU le sous-financement chronique dont souffre l'UQAM depuis plusieurs années;
- ATTENDU que le gouvernement fait fi du manque d'espace criant à l'UQAM en refusant de financer ses besoins de superficie d'enseignement qu'il a pourtant lui-même établis à 21 000 m<sup>2</sup>;
- ATTENDU la dérive financière entraînée par les projets immobiliers que l'UQAM a engagés pour répondre à ses besoins non financés en espaces;
- ATTENDU le dépôt du *Rapport définitif sur la situation financière et le plan de redressement* au Conseil d'administration du mardi 4 mars 2008 par la firme PricewaterhouseCoopers;
- ATTENDU la Déclaration commune des syndicats et des associations étudiantes facultaires de l'UQAM à la suite du dépôt de ce rapport;
- ATTENDU que plusieurs mesures du plan de redressement proposé affectent la mission académique de l'UQAM;
- ATTENDU que PricewaterhouseCoopers a largement outrepassé son mandat et sa compétence d'experts-comptables en faisant, entre autres, des recommandations d'ordre pédagogique ou ayant trait au mode de gouvernance de l'UQAM;
- ATTENDU la nécessité de maintenir la spécificité de l'UQAM, l'intégrité de sa mission académique et la poursuite de son développement;

IL EST RÉSOLU QUE LE CONSEIL SYNDICAL :

- ENDOSSE la Déclaration commune des syndicats et associations facultaires étudiantes faite lors de la conférence de presse du mercredi 5 mars 2008;
- REJETTE le rapport de PricewaterhouseCoopers sur la situation financière et le plan de redressement de l'UQAM;
- DEMANDE au Comité exécutif du SPUQ de faire contrepoids à ce rapport en produisant une analyse critique de ses principaux éléments;
- RÉITÈRE que la solution à la crise financière de l'UQAM n'est pas dans les réductions massives des conditions de travail, d'enseignement et d'études;
- EXIGE du gouvernement du Québec qu'il mette fin au chantage financier exercé à l'endroit de l'UQAM en versant les subventions conditionnelles qu'il lui doit toujours, en finançant adéquatement le Complexe des sciences et en remboursant à l'UQAM les dépenses engagées dans le projet de l'îlot Voyageur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ